

TRANSPORT  
AÉRIEN**Abus  
en tout  
genre**

Lire page 2

**LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE**

www.brazzaville-adiac.com

N°383 DU JEUDI 20 DÉCEMBRE 2007

100 F CFA

ENTRETIEN  
DES ROUTES**Le ministre  
de l'Équipement  
donne un mois  
aux entreprises  
adjudicatrices  
pour se racheter**

Le ministre de l'Équipement et des travaux publics, Florent Ntsiba, a accordé, le 17 décembre, un délai d'un mois aux entreprises adjudicatrices des marchés d'entretien et de réhabilitation des routes pour la période 2005-2007 qui ont été mis en demeure de restituer les sommes dues au Fonds routier, ou d'exécuter et d'achever les travaux à concurrence du montant de la dette.

«Pour formaliser ces avertissements nous avons très tôt notifié, par ordre de service aux entreprises concernées, des mises en demeure de démarrer ou de reprendre immédiatement les différents chantiers suspendus sous des prétextes fallacieux», at-il indiqué.

Lire page 4

ÉLECTIONS LOCALES

**La plate-forme de  
la majorité présidentielle  
opte pour des listes d'union**

Au cours d'une réunion présidée, avant-hier, par le Secrétaire général par intérim du Parti congolais du travail (PCT), Isidore Mvouba, les membres du Comité central ont été informés que la coordination de la majorité présidentielle envisage de se présenter en rangs serrés dans la perspective des élections locales de janvier prochain et de la présidentielle de 2009.

«Je pense que les partis de la majorité présidentielle doivent corriger les faiblesses constatées lors des dernières élections législatives, a déclaré le secrétaire perma-



Isidore Mvouba

nent du PCT chargé de l'organisation et de la vie du parti, Michel Ngakala, après la réunion. Nous devons créer les conditions d'une cohésion soutenue au sein de notre famille politique et nous présenter en rangs serrés aux élections locales. C'est dans cette perspective que la coordination de la plate-forme a opté pour des listes d'union».

La coordination nationale de la plate-forme entend installer dans les tout prochains jours des coordinations départementales et locales.

Lire page 2

SOMMAIRE

**Économie**

Hydrocarbures. Bruno Jean Richard Itoua : «Le Congo reçoit entre 25 et 30 % des revenus générés par le pétrole»

Page 4

CNTF. Les agents boudent la privatisation précipitée de la structure

Page 4

**Société**

L'Institut Vie et Paix fait don de matériel informatique aux ONG de la société civile

Page 5

**International**

Tchad. Le déploiement de l'Eufor accuse du retard du fait de la recrudescence des hostilités sur place

Page 6

**Culture**

Le ministre Jean-Claude Gakosso rencontre la nouvelle équipe du commissariat général du Fespam

Page 8

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

**Les populations de Bokouélé exposent  
leurs doléances au président de la République**

En séjour à Oyo, dans le département de la Cuvette, le président Denis Sassou N'Gusso, accompagné de son épouse, s'est rendu mardi à Bokouélé, un village situé dans la sous-préfecture de Tchicapika.

Au cours de cette visite de quelques heures, le chef de l'État a eu un entretien avec les cadres, les sages et les autorités locales. Cet entretien a porté principalement sur les doléances de la population

exprimées par le chef de village, Albert Étokabéka. Au nombre de ces doléances figurent la construction de la route, d'un dispensaire et du siège du poste de police.

Lire page 3

PROCESSUS DE PAIX

**Près de trois cent ex-combattants en cours de réinsertion  
dans le département de la Lékoumou**

Selon le rapport de la troisième session du comité départemental du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (PNDDR), qui s'est tenue le 4 décembre à Sibiti, deux cent quatre vingt-quinze ex-combattants regroupés autour de cinquante-cinq micro-projets bénéficient actuellement de financements dans le cadre de ce programme appuyé par la Banque mondiale. Au total, mille cent vingt-cinq ex-combattants ont été identifiés et sélectionnés dans les districts de Komono, Zanaga, Bambama, Mayéyé et Sibiti.

À l'issue de la session, que dirigeait le coordonnateur départemental du PNDDR, Albert Banga, et qui s'est tenu sous la supervision du préfet François Adzabi, cinq cent quatre vingt-six autres ex-combattants dont les micro-projets ont été validés attendent des financements dans le cadre d'une deuxième tranche.

Lire page 2

JUDO

**Le club Kota Koli  
glane cinq  
médailles  
au tournoi  
de l'Unascoju-da**

Le club de judo Kota Koli a emporté, le 16 décembre, à l'école privée Dragage de Brazzaville, la deuxième édition du tournoi de judo en catégorie juniors avec cinq médailles : trois en or, une en argent et une en bronze. Organisé par l'Union des associations congolaises de judo et des disciplines associées (Unascoju-da), que préside Jean-Pierre Claver Itoua Lombo, le tournoi a connu la participation de vingt clubs de judo affiliés à l'association.

En catégorie cadets le club Tosa Obika a remporté dix médailles : sept d'or, une d'argent et deux de bronze.

Lire page 8

ÉDITORIAL

# Abus

Le problème est récurrent, mais à l'approche des fêtes de fin d'année, il devient franchement critique. De tous les pays africains le Congo est, en effet, probablement celui dont l'accès par voie aérienne, qu'il s'agisse des personnes ou du fret, est le plus difficile, le plus coûteux, le plus imprévisible. Précisons le avant d'aller plus loin afin d'éviter toute ambiguïté, ceci ne résulte pas de l'inaction ou du désintérêt du ministre des Transports et de ses services pour la question, mais d'une situation qui ne cesse de se dégrader depuis dix ans par la faute des compagnies.

Que l'on en juge : avions surbookés, vols retardés, tarifs déments, fret débarqué, bagages égarés, absence tragique d'appareils cargos sont le lot quotidien des passagers et des entreprises qui empruntent les lignes régulières. Un désordre, une inorganisation dont les compagnies étrangères sont responsables et qui commencent à ressembler furieusement à une tentative de déstabilisation de l'économie congolaise. Avec, comme conséquence, que le problème tend à quitter la sphère de l'économique pour entrer dans celle du politique.

Il y a quelques mois, pour avoir osé écrire dans nos colonnes que la compagnie Air France, qui détient un monopole sur les liaisons directes entre le Congo et la France, abusait de sa situation dominante, *Les Dépêches de Brazzaville*, jusqu'alors distribuées sur les appareils de la compagnie, s'étaient vu interdire l'accès de la cabine. Un abus de pouvoir que nous avons vivement dénoncé sans recevoir le moindre soutien des pouvoirs publics et qui s'apparentait à une censure. Depuis, la situation n'a pas cessé de se dégrader au point qu'aujourd'hui nous sommes parvenus à un véritable blocage et que le problème, comme nous l'avions laissé prévoir, devient un problème d'État.

Comment, en effet, le Congo pourrait-il accéder au monde extérieur, attirer à lui les investisseurs, commercer avec le reste de la planète si les compagnies aériennes qui le desservent s'arrangent pour créer la pénurie dans le seul but d'augmenter leurs profits ? Est-il acceptable que la fortune des actionnaires d'Air France, qui est déjà conséquente si l'on en juge d'après les profits annoncés récemment, se construise sur la ruine des pays africains ? À quoi peuvent bien servir les programmes d'aide au développement négociés entre les deux États si l'accès du Congo est impossible, ou tellement malaisé que les industriels, les commerçants, les financiers, sans même parler du commun des mortels, en sont réduits à espacer leurs déplacements ?

Étant donné l'arrogance des dirigeants de la compagnie et leur mépris affiché de l'Afrique ainsi que des Africains, il est probable que ces propos n'auront aucun effet sur eux. Mais les autorités congolaises, elles, devraient les entendre car au rythme où la situation se dégrade les échanges de notre pays avec le monde extérieur finiront par se réduire à leur plus simple expression. Et cela au moment même où le Congo a le plus besoin d'accroître ses échanges.

L'abus de position dominante est un délit que le droit réprime. Faudrait-il attendre que les relations de notre pays avec le reste du monde se contractent comme une peau de chagrin pour que l'on se décide à mettre le dossier sur la table ?

Les Dépêches de Brazzaville

ÉLECTIONS LOCALES

# La plate-forme de la majorité présidentielle opte pour les listes d'union

Lors d'une réunion présidée, avant-hier, par le Secrétaire général par intérim du Parti congolais du travail (PCT) Isidore Mvouba, les membres du Comité central ont appris que la coordination de la majorité présidentielle envisage de se présenter en rangs serrés dans la perspective des élections locales de janvier prochain et la présidentielle de 2009.

«Je pense que les partis de la majorité présidentielle doivent corriger les faiblesses constatées lors des dernières élections législatives, a déclaré le Secrétaire permanent du PCT chargé de l'organisation et de la vie du parti, Michel Ngakala, après la réunion. Nous devons créer les conditions d'une cohésion soutenue au sein de notre famille politique et nous présenter en rangs serrés aux élections loca-

les. C'est dans cette perspective que la coordination de la plate-forme a opté pour des listes d'union».

La coordination nationale de la plate-forme entend installer dans les tout prochains jours des coordinations départementales et locales. Elle envisage également d'élaborer les documents fondamentaux de ce groupement de partis, associations politiques et individualités. «Cette structuration permettra à l'orga-

nisation d'être plus efficace et plus représentative dans tous les départements du pays», a ajouté Michel Ngakala.

Évoquant certains partis et associations politiques de la plate-forme de la majorité présidentielle qui récusent l'idée des listes d'union, Michel Ngakala a rappelé que «chaque parti est libre de s'engager dans la bataille électorale à sa manière».

Roger Ngombé

PROCESSUS DE PAIX

# Près de trois cent ex-combattants en cours de réinsertion dans le département de la Lékoumou

Selon le rapport de la troisième session du comité départemental du Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (PNDDR) tenue le 4 décembre à Sibiti, deux cent quatre-vingt-quinze ex-combattants regroupés autour de cinquante-cinq microprojets bénéficient actuellement, dans ce département, des financements dans le cadre de ce programme appuyé par la Banque mondiale.

Au total, mille cent vingt-cinq ex-combattants sont identifiés et sélectionnés dans les districts de Komono, Zanaga, Bambama, Mayéyé et Sibiti qui composent ce département. À l'issue de la session, dirigée par le coordonnateur départemental du PNDDR, Albert Banga, sous la supervision du préfet François Adzabi, il ressort que cinq cent quatre-vingt-six autres ex-combattants dont les microprojets ont été validés attendent des financements dans le cadre d'une deuxième tranche.

Les projets validés concernent, dans les deux cas, des activités génératrices de revenus centrés sur l'agriculture, l'élevage, la pisciculture, le maraîchage, le petit commerce, la friperie et la pêche.

Parlant des mécanismes de sélection des bénéficiaires desdits finance-

ments, le coordonnateur départemental du PNDDR dans la Lékoumou a expliqué à l'Agence congolaise d'information que «c'est un long processus qui exige l'identification des bénéficiaires, le nettoyage des listes à plusieurs niveaux, le dépôt de l'avant-projet par groupe, la formation des bénéficiaires des crédits par une agence d'encadrement agréée par le Haut commissariat à la réinsertion des ex-combattants».

Le décaissement des fonds est également soumis à plusieurs exigences de la Banque mondiale. Il y a, entre autres exigences, l'établissement d'une carte biométrique infalsifiable pour chaque bénéficiaire, l'ouverture des comptes bancaires dans les caisses locales des MUCODEC, l'activation de la carte biométrique, puis l'établissement d'un ordre de virement

et d'un état de paiement. La coordination départementale du PNDDR assure également la prise en charge psychologique et médicale des ex-combattants. À ce jour, neuf cent quatre-vingt-treize parmi eux, dont cent trente femmes, ont déjà bénéficié de cette réinsertion psycho médicale.

Le Programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion qui poursuit l'œuvre déjà entamée par d'autres programmes post-conflits au Congo, prévoit la réinsertion sur toute l'étendue du pays d'un total de dix mille ex-combattants, à l'horizon 2009. Cinq mille parmi eux devraient provenir des effectifs des ex-rebelles ninjas du «Pasteur Ntumi», actuellement cantonnés dans le département du Pool.

Thierry Nougou

<p><b>Les Dépêches de Brazzaville</b> est une publication de <b>l'Agence d'Information</b> <b>d'Afrique Centrale</b> <b>(ADIAC)</b> Siège : 84 av. Paul Doumer, Immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo Tél. : (+242) 532.01.09 <b>Site Internet :</b> www.brazzaville-adiac.com</p>	<p><b>Direction</b> <b>Directeur général</b> <b>Directeur de la publication :</b> Jean-Paul Pigasse</p>	<p><b>Directeur de la rédaction :</b> Gankama N'Siah</p>	<p><b>Economie</b> Guy Gervais Kitina, chef de service Guillaume Ondzé</p>	<p><b>Secrétariat de rédaction</b> Gerry-Gérard Mangondo, chef de service</p>	<p><b>Service commercial</b> <b>Diffusion</b> Delagrée Bemba, Rodrigue Ongagna, Sylvia Addhas, Jules-César Ollebi, Pateme Mbenga</p>
	<p><b>Directrice générale :</b> Béline Ayessa</p>	<p><b>Directeur commercial :</b> Charles Bernard Zodialo</p>	<p><b>International</b> Nestor N'Gampoula, chef de service Rock Ngassakys</p>	<p><b>Infographistes</b> Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa</p>	<p><b>Annonces classées</b> Sinclair Gouakamabé</p>
	<p><b>Secrétariat :</b> Raïssa Angombo</p>	<p><b>Directrice du Développement :</b> Carole Moine</p>	<p><b>Culture et Arts</b> Hermione Désirée Goma Jean Dany Eboué</p>	<p><b>Directrice Internationale :</b> Bénédicte de Capèle</p>	<p><b>Administration et Finances :</b> Sorel Toukoulou Banoukouta, Sorelle Oba</p>
	<p><b>Directeur technique :</b> Emmanuel Mbengué</p>	<p><b>Rédaction</b> <b>Société</b> Faustin Akono, chef de service, coordinateur Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko</p>	<p><b>Sports</b> Quentin Loubou, chef de service James Golden Eloué Elodzi Charlem Léa Légnoki</p>	<p><b>Bureau de Paris</b> Camille Delourme, Alain-Marie Eliassy, Noël Ndong, Claire Segré</p>	<p><b>Attachée de presse</b> Béatrice Ysnel</p>
	<p><b>Directrice administrative et financière :</b> Lydie Pongault</p>	<p><b>Politique</b> Willy Mbossa, chef de service Roger Ngombé</p>	<p><b>Bureau de Washington :</b> Boris Khari Ébaka</p>	<p><b>Impression</b> Imprimerie Les Dépêches de Brazzaville</p>	

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

# Les populations de Bokouélé exposent leurs doléances au président de la République

**En séjour à Oyo, dans le département de la Cuvette, le président Denis Sassou N'Guesso, accompagné de son épouse, s'est rendu mardi à Bokouélé, un village situé dans la sous-préfecture de Tchicapika. Au cours de cette visite de quelques heures, le chef de l'État a eu un entretien avec les cadres, les sages et les autorités locales.**

Cet entretien a été principalement axé sur les doléances des populations de Bokouélé exprimées par la voix du chef de village, Albert Étokabéka. Au nombre de ces doléances figurent la construction de la route, du dispensaire et du siège du poste de police. Bâti en bordure de la rivière Alima, Bokouélé est, en effet, accessible par route à partir du village d'Édou, sur la nationale 2. La distance qui sépare les deux localités est de 55 km, mais la position marécageuse de l'axe rend la circulation difficile, surtout en période de pluie comme c'est le cas actuellement.

Répondant au chef de village, le président de la République a dit prendre bonne note des

préoccupations des populations. Pour le chef de l'État, la route de Bokouélé est vitale à plusieurs titres, car la localité, qui dispose d'un grand marché, exporte du poisson en quantité vers Brazzaville et ses environs. Il s'est réjoui du dynamisme des habitants qui s'adonnent ainsi aux activités de pêche et s'efforcent, malgré le peu de terres cultivables, de pratiquer les travaux agricoles. De la même manière, il a invité les cadres du terroir à ne pas tourner le dos à leur village.

Pour ce qui est de l'hôpital et du siège de la police locale, le chef de l'État a dit ne pas vouloir étaler des promesses, mais a marqué sa disposition à tout mettre en œuvre pour trouver des solutions appropriées. Il a

ensuite insisté sur les comportements observés chez certains fonctionnaires de l'État, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Ceux-ci sont plusieurs, a indiqué le président de la République, qui abandonnent leur poste à l'intérieur du pays où ils sont affectés pour se retrouver dans les grands centres, Brazzaville et Pointe-Noire. Ces comportements doivent être combattus par tous, mais peut-être, a poursuivi le chef de l'État, la solution viendra-t-elle de la responsabilisation des administrations locales dans le recrutement et la gestion de la carrière de leurs personnels.

Rappelons que le bâtiment qui abrite le dispensaire de



Le chef de l'État et son épouse accueillis par les habitants de Bokouélé

Bokouélé est un immeuble délabré. Pour une population estimée à un peu plus de trois mille habitants, il n'y a que deux infirmiers qui exercent dans des conditions précaires. Ce dispensaire ne disposant ni de médecin, ni de laborantin, les deux infirmiers font un peu de tout. Quant au poste de police ou ce qui en tient lieu, l'effectif est de deux agents. Ce constat est le même à l'école primaire et au collège qui manquent d'enseignants.

Avant de clore son propos, le président de la République, qui s'exprimait en langue Lingala, a attiré l'attention de ses interlocuteurs sur la résurgence de la criminalité dans la région de

Bokouélé. Il s'agit, en particulier, de règlements de compte autour des questions de sorcellerie. «L'État ne saurait tolérer ce genre de dérives», a-t-il averti en prenant à témoin les autorités de la force publique préfectorale qui assistaient à l'entretien. «Ne soyez pas surpris si la rigueur de la loi frappe les récalcitrants», a-t-il conclu.

Le ministre de l'Économie, des finances et du budget, Pacifique Isoibéka, et le premier vice-président de l'Assemblée nationale, François Ibovi, faisaient partie de la délégation présidentielle.

G.N'S.

LE FAIT DU JOUR

## Une mêlée nommée «Ékongo»

La localité de Bokouélé, dans la sous-préfecture de Tchicapika, a vibré mardi au son de la danse Ékongo. Les sociétaires jurent qu'il s'agit d'une danse traditionnelle sportive puisque les athlètes rivalisent d'adresse dans un jeu de pieds par série de deux qui les oblige à rouler par terre et à se relever sans se laisser. Le rythme, il faut l'avouer, est entraînant.

Hommes et femmes de tout âge, portant des raphias autour de la taille, se pressent, les hommes étant coiffés de plumes d'oiseaux, vêtus de peaux de bêtes et tenant un balai traditionnel ou une queue de buffle dans la main.

Quand le son du tam-tam se mélange au croassement d'instruments taillés dans des bambous de Chine sur lesquels le joueur gratte une tige rigide, et quand le chant est entonné, les têtes commencent à bouger, puis les reins, puis tout le corps. En général, le danseur agit torse nu, mettant toute son énergie à baisser et à relever la tête. Un



Denis Sassou N'Guesso au milieu des danseurs d'Ékongo

certain Bonaventure, natif du village, explique que la danse Ékongo est née sous le régime colonial et que les danseurs se recrutaient alors exclusivement parmi la population valide.

Ce mardi 18 décembre 2007, Bokouélé est au cœur de retrouvailles symboliques. Le chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, est présent qui ne cache pas son attachement à la danse Ékongo, la-

quelle célèbre la deuxième édition de sa «fête nationale», une première édition ayant eu lieu à Brazzaville, ou à Owando. Comment est donc accueilli le chef de l'État ? Au son de ce rythme dont la description a été «débrouillée» plus haut. Soudain, une mêlée se forme qui l'entoure, dense, chantante, de laquelle s'échappent des proverbes, des petits noms «fétiches», des paroles, des éloges à la gloire des anciens danseurs d'Ékongo et

des managers encore en vie.

Cette première manche consacrée à l'accueil terminée et le chef de l'État ayant pris place sous la tente érigée pour la circonstance, se présente un homme qui, soit dit en passant, semble renaître : Camille Bongou. Il y a, en effet, longtemps qu'il n'avait plus été vu en pareille circonstance. C'est à lui qu'échoit l'honneur de présenter les invités d'Ékongo venus de plusieurs localités du département de la Cuvette, mais aussi de Pointe-Noire et de Brazzaville. D'où la «fête nationale».

Puis Camille Bongou liste les noms des anciens pour qui la danse Ékongo était un référentiel. Il entonne un chant. La mêlée reprend corps, avec la même intensité, dans la même chaleur, le même rythme, le même chœur. Ékongo c'est du sport pour tout dire, mais du sport qui, comme tous les sports, recèle de grands enseignements.

Gankama N'Siah

## HYDROCARBURES

### Bruno Jean Richard Itoua : «Le Congo reçoit entre 25 et 30 % des revenus générés par le pétrole»

**Le Congo reçoit entre 25 et 30 % des revenus générés par le pétrole dans le cadre des accords signés avec les sociétés productrices qui opèrent dans notre pays : c'est ce qui ressort des propos tenus par le ministre de l'Énergie et de l'hydraulique, Bruno Jean Richard Itoua, lors du débat organisé mardi par la chaîne française Radio France Internationale (RFI) sur l'esplanade de la mairie centrale de Brazzaville.**

Plusieurs intervenants ont interpellé le gouvernement, représenté par quatre ministres, sur la liberté de l'information, l'attribution des autorisations d'ouverture de chaînes de radio et télévision par les entreprises privées et la gestion des revenus pétroliers et forestiers.

Sans user la langue de bois, le ministre de l'Énergie et de l'hydraulique a répondu, chiffres à l'appui, aux questions portant sur le pétrole et sur le bois. Les revenus du pétrole, a-t-il souligné, ont représenté jusqu'à 90% du budget du Congo. Ils ont permis de payer régulièrement les salaires des fonctionnaires sans retard depuis novembre 1999. C'est aussi grâce à eux que le pays, complètement détruit par les nombreux conflits qu'il a connus, a pu se reconstruire.

Depuis plusieurs années, a expliqué le ministre, le Congo n'a plus bénéficié d'aide publique au développement alors que ses besoins en reconstruction sont immenses : plus de trois mille milliards de francs CFA selon les estimations des spécialistes. Le pays emploie chaque année près de 30 % de son budget national à rembourser sa dette, soit environ trois cents milliards de francs CFA. Les dépenses pro pauvres, c'est-à-dire consacrées aux problèmes d'éducation, de santé, etc., sont en augmentation constantes et représentent déjà plus de 60 % du budget d'investissement. Cette année, le budget d'investissement pourrait passer à quatre cents milliards de FCFA.

Face au ministre, de nombreux intervenants ont pris la parole. Parmi eux, un représentant de la société civile, Louamba Moké, de l'ONG «Publiez ce que vous payez», s'est particulièrement appesanti sur le niveau de vie très bas de la population. Selon lui, le paysan congolais, qui constate chaque jour l'évolution des prix de baril de pétrole, en vient à se demander : que fait-on avec une telle manne, car à l'école son enfant ne dispose pas de structures viables pour apprendre. La fourniture d'électricité est encore insuffisante et de très mauvaise qualité, a-t-il ajouté. Les structures de l'université sont dégradées alors que cette institution est le laboratoire de l'élite de demain.

En réponse à ces remarques, le ministre de l'Énergie et de l'hydraulique a expliqué qu'en quarante sept ans d'indépendance, la capacité de production de l'électricité du pays est restée fixée à cent cinquante mégawatts. Le gouvernement, a-t-il rappelé, est en train de construire un nouveau barrage hydroélectrique à Imboulou, dans le département du Pool. Par ailleurs, deux centrales à gaz et thermiques sont construites à Pointe Noire et Brazzaville. Tout ceci permettra de porter la production à six cents mégawatts en 2010. Les observateurs ont relevé la mobilisation particulière du gouvernement qui s'est montré disposé à répondre aux questions des Congolais par le biais d'une chaîne de radio étrangère.

Emmanuel Mbengué

## ENTRETIEN ROUTIER

### Le ministre de l'Équipement donne un délai d'un mois aux entreprises adjudicataires démissionnaires

Le ministre de l'Équipement et des travaux publics, Florent Ntsiba, a accordé le 17 décembre, un délai d'un mois aux entreprises adjudicataires des marchés d'entretien et de réhabilitation des routes bitumées et en terre pour la période 2005-2007 qui ont reçu une notification de mise en demeure pour restituer le montant des dus au Fonds routier, ou exécuter et achever les travaux à concurrence du montant de la dette.

«Pour formaliser ces avertissements, nous avons très tôt notifié, par ordre de service aux entreprises concernées, des mises en demeure de démarrer ou de reprendre immédiatement les différents chantiers suspendus sous des prétextes fallacieux», a-t-il annoncé afin de marquer le stade ultime des rappels à l'ordre.

Le contribuable congolais a déboursé un milliard huit millions sept cent quatre-vingt-huit mille six cent cinquante trois francs CFA pour désenclaver l'arrière pays et permettre une intensification des échanges intra et interdépartementaux.

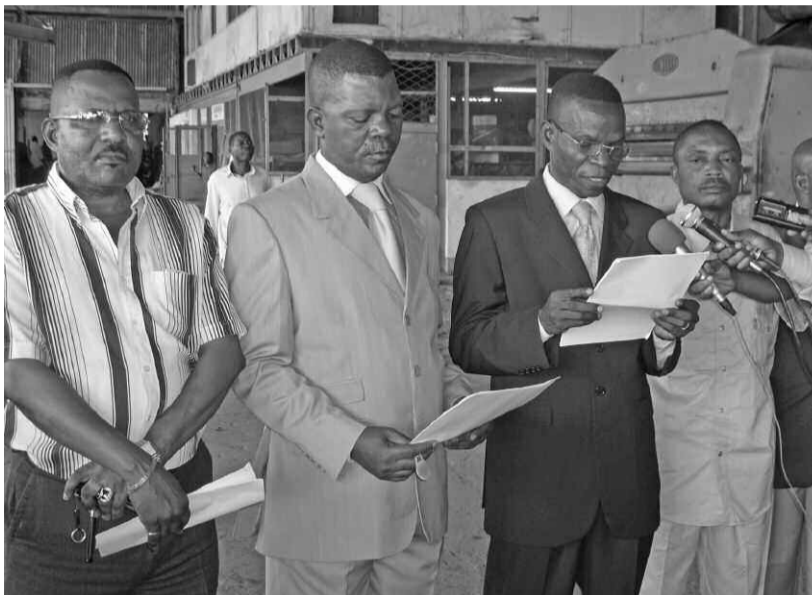
L'État, de son côté, doit des sommes importantes à d'autres entreprises que celles qui ont été ciblées. «Le cumul des décomptes impayés a accru la masse des arriérés portée aujourd'hui à la barre de cinq milliards de FCFA», a indiqué le ministre des Travaux publics et de l'équipement ajoutant qu'il avait donné des instructions pour l'apurement des arriérés en fonction du rythme de ressourcement du Fonds routier.

N.L.

## CNTF

### Les agents boudent la privatisation précipitée de la structure

**Réunis hier en assemblée générale dans leur atelier, les quatre cents agents du CNTF (Chantier naval et transports fluviaux) ont dit non à la privatisation jugée «précipitée et sauvage» de l'entreprise. Ils disent vouloir éviter de vivre le sort des anciens travailleurs d'Hydro-Congo et de l'Office national des postes et télécommunications.**



La coordination syndicale pendant la déclaration

Le refus de cette privatisation fait suite à la rumeur d'un «bradage du CNTF» par le comité de privatisation qui avait pour mission de gérer cette structure à la suite de la scission dissolution, en 2002, de l'Agence transcongolaise de communications (ATC).

«Nous, travailleurs de la coordination du CNTF, constatons avec indignation le mauvais climat occasionné par le comité de privatisation, et disons non au bradage du chantier», ont clamé les

agents dans une déclaration lue par le président de la coordination syndicale, Pierre Bassoukissa.

Les agents du CNTF, qui s'appuient sur les lois et décrets relatifs à la gestion de cette structure, considèrent que l'aboutissement de la privatisation supposerait le règlement, entre autres, de dommages et intérêts.

Par ailleurs, déplorant également la vente de certains locaux et matériel appartenant au chantier naval par le comité de privatisation, la coordination syndicale du CNTF

s'est indignée du fait que les fonds générés par ces ventes n'ont servi, ni au paiement des travailleurs, ni à l'achat des pièces pour la réparation des unités fluviales.

«Parmi le matériel vendu par le comité de privatisation figurent en bonne place la barge Maloukou, le micro pousseur 15, la barge 28,05, le bateau baliseur Alima, le centre de formation professionnelle et le site de l'infirmier appartenant au CNTF», a souligné Pierre Bassoukissa. Il a rappelé que depuis la fin de la guerre de 1997, le chantier naval n'a pas bénéficié d'une assistance financière de l'État. Il doit sa survie grâce à la réparation sur fonds propres de certaines unités de tractation.

Selon le président de la coordination syndicale, grâce aux efforts fournis par les travailleurs eux-mêmes, le CNTF qui ne disposait plus que d'un seul bateau (Ville d'Oyo) au sortir de la guerre, compte actuellement une quinzaine d'unités fluviales parmi lesquelles : Ngobila, Mpouya, Osselé, Sounda, Makotimpoko, Obouya, Tsième, Ollombo et Bétou.

Guy-Gervais Kitina

## MINERAIS DE FER

### La société Congo Iron signe une convention de recherche dans la Sangha

**La société Congo Iron S.A, filiale de Cam Iron du Cameroun, a signé, le 19 décembre à Brazzaville, une convention de recherche sur le fer et les substances connexes avec le ministre des Mines, des industries minières et de la géologie, Pierre Oba, après avoir obtenu deux autorisations de prospection (Ibanga et Nabemba Bamegod) dans le département de la Sangha.**

Le potentiel des prospections de Nabemba, Bellevue, Elogo et Letioubala, combiné avec celui de Mbalam au Cameroun, permettrait une exploitation économiquement rentable dont la conséquence immédiate serait le développement sans précédent d'un pôle d'activité économique pour cette zone frontalière.

«Le projet du Cameroun apportera une contribution d'environ neuf cents millions de dollars au produit intérieur brut. Il reste à déterminer la quantité et la qualité pour pouvoir se prononcer sur la contribution exacte de ce projet à l'économie nationale en terme d'emplois», a indiqué le directeur général de

la société Congo Iron, Olivier Fabrice Syl.

Par ailleurs, compte tenu de l'enclavement des régions de Nabemba et Elogo, il a confirmé la nécessité de créer des voies d'accès pour atteindre les minerais.

«Nous voulons nous inscrire dans le cadre de l'intégration sous régionale et la coopération Sud-Sud, et nous avons l'intention de développer ces projets par une contribution réelle au développement des populations et des régions qui ont la chance de se trouver aux alentours des différents sites», a affirmé le directeur général de Congo Iron. Le projet de minerais de fer de

Mbalam de Cam Iron est évalué à 2,5 milliards de FCFA d'investissements pour une réserve totale estimée à plus de huit cents millions de tonnes.

Outre la construction d'une ligne de chemin de fer longue de 490 km reliant Mbalam à la côte, ce projet prévoit la construction d'un port en eau profonde à Lolabé (Kribi) pour l'évacuation puis l'exportation du minerai. Les infrastructures routières, ferroviaires et portuaires actuellement en cours de développement faciliteront également l'exportation du minerai de fer vers les localités très enclavées du Congo.

Nancy Loutoumba

RELIGION

## Les musulmans célèbrent la fête de l'Aïd

**Les musulmans du Congo ont célébré, hier, la fête de la Tabaski, appelée en arabe l'Aïd. Pour marquer cet évènement, traditionnellement appelé fête du mouton, les chefs de famille sacrifient un mouton qu'ils mangent en communauté.**

Ce rituel répond à un fait historique et coranique. «Abraham avait dit à Allah que s'il venait à avoir un enfant malgré son âge avancé, il l'offrirait en sacrifice pour lui, nous a expliqué un musulman. Et quand il a mis au monde son fils Ismaël, Dieu, pour éprouver sa foi, lui a demandé de l'offrir en offrande. Alors qu'Abraham s'apprêtait à obéir à l'ordre divin, une voix l'interpella. Il se retourna et vit un ange qui lui apportait un bélier. C'est donc en souvenir de cet acte de foi que nous égorgons des moutons à l'occasion de cette fête. Mais on peut aussi sacrifier un autre animal comme un chameau, par exemple». Traditionnellement, à Brazzaville et dans la plupart des pays de la sous région, les fidèles préfèrent sacrifier soit un mouton soit un bélier. Fréquemment, les marchés de bétail refusent du monde et les commerçants font de bonnes recettes.

Cette année à Brazzaville, les prix de vente du mouton ont varié entre quarante cinq mille et soixante mille francs CFA. Face à cette flambée des prix, un vendeur justifie : «Nous n'avons pas le choix puisque les transporteurs augmentent aussi le coût du transport».

Fortuné Ibara

DONATION

## L'Institut vie et paix fait don de matériel informatique aux ONG de la société civile

**L'Institut vie et paix (IVP) a doté, avant-hier, de matériel informatique l'Observatoire congolais des médias, l'Observatoire œcuménique pour la paix, le Comité des droits de l'Homme et la Coordination d'appui au processus électoral, en vue de renforcer la capacité des acteurs regroupés au sein de ces ONG.**

Composées essentiellement d'ordinateurs et d'imprimantes, les dotations, estimées à environ 1,5 million de francs CFA chacune, ont été remises aux ONG partenaires par le représentant local de l'IVP au Congo, Séraphin Ngouma, pour contribuer au développement d'une solidarité active dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance et de la prévention des conflits en République du Congo.

«Différentes raisons nous amènent à appuyer ces plates-formes, et nous pensons pouvoir développer une solidarité de participation réelle et active», a indiqué Séraphin Ngouma, ajoutant que d'autres dotations suivront.

L'IVP est un centre œcuménique international dont l'action en Répu-



Séraphin Ngouma remettant l'ordinateur au représentant de Carpe

blique du Congo porte sur l'appui multiforme aux initiatives de paix prises par les églises et le reste de la société civile. Il collabore avec les médias par l'intermédiaire de l'Observatoire congolais des médias.

De même, cet institut a apporté un appui, d'une part à la mise en place d'un

système d'alerte contre les violations des droits de l'Homme en partenariat avec le Conseil national pour la promotion et la protection des droits des personnes détenues et humanitaires et le parquet de Brazzaville, d'autre part à l'installation d'un cadre de concertation et d'action contre la délinquance.

En tant qu'institut de recherche, l'IVP collabore avec l'université Marien Ngouabi, notamment avec le département de sociologie. Il assure aussi la distribution, dans les bibliothèques universitaires, d'une série d'ouvrages traitant de sujets liés aux conflits et à la paix.

Guy-Gervais Kitina



## Banque mondiale

Titre de travail : **Spécialiste en Eau et Assainissement – Consultant à long terme.**

Type de contrat : Consultant avec possibilité de prolongation de contrat ( ETC)

La Banque mondiale recherche pour son programme Eau et Assainissement un **spécialiste en Eau et Assainissement** qui sera basé dans les bureaux de la Banque mondiale à Brazzaville, au Congo.

Le Programme pour l'eau et l'assainissement (PEA) est un partenariat international pour aider les populations défavorisées à avoir un accès durable aux services améliorés dans l'approvisionnement en eau et assainissement. Le PEA opère en Afrique, en Asie Mineure, en Amérique latine et en Asie du Sud. Son bureau régional pour l'Afrique est basé à Nairobi, au Kenya.

Parmi les soutiens apportés aux institutions régionales-clefs dans le renforcement de leur capacité, le PEA6AF est entrain de collaborer avec ALMCOW, en lui affectant un consultant à long terme.

Le consultant qui sera recruté travaillera sous la supervision du président de AMCOW et du chef d'équipe du PEA Afrique basé au Kenya.

Son rôle consistera à :

**a)** faire le plaidoyer de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en ce qui concerne l'eau et l'assainissement dans la sous région Afrique où opère AMCOW en encourageant l'introduction de l'eau et l'assainissement dans toutes les initiatives de développement ;

**b)** encourager les Agences leaders en Afrique à élaborer et à développer des systèmes de suivi des feuilles de route relatives aux OMD en matière d'eau et d'assainissement ainsi que l'évaluation des progrès de leur mise en œuvre ;

**c)** coordonner avec le comité consultatif technique de AMCOW6 TAC le suivi de certaines activités particulièrement (i) la facilité africaine Eau de l'Union européenne, (ii) le programme des cités africaines de UN-HABITAT, (iii) l'initiative de l'approvisionnement en eau du milieu rural de la Banque africaine pour le développement (iv). Le groupe du conseil de l'approvisionnement en eau, hygiène et assainissement du (WSSCC) dans sa campagne WASH, (v) la promotion des feuilles de route des OMD en matière d'eau et d'assainissement, (vi) le support à donner à la revue des Programmes d'eau et d'assainissement en Afrique, (vii) la préparation des événements de AfricanSan et le suivi de la mise en œuvre des résolutions et plans issus de la conférence, (viii) plaider et assurer le support à donner à l'amélioration du suivi et de l'évaluation du secteur de l'eau et de l'assainissement aux niveaux national et régional, et (viii) d'autres domaines identifiés par AMCOW et où le support du PEA ajouter un avantage comparatif ;

**d)** assurer ( la coordination entre le réseau du PEA6AF sur le terrain et le président d'AMCOW et assurer que les productions réalisées par le PEA soient accessibles à AMCOW et à tous ses partenaires.

**Critères de sélection**

Le candidat recruté devra avoir :

- une connaissance approfondie des problèmes principaux dans le domaine de l'eau et l'assainissement (y compris la formulation de sa politique, sa stratégie et la gestion de la clientèle et du partenariat) ;
- au moins cinq années d'expérience professionnelle en communication de développement avec préférentiellement une expérience dans le domaine de l'eau et l'assainissement ;
- un diplôme supérieur ou universitaire de niveau Bac +5 dans l'une des disciplines ci-après : Science sociale, Économie, Hydraulique, Finances, Développement institutionnel ;
- une excellente aptitude à communiquer en anglais et en français aussi bien verbale qu'écrite ;
- un bon esprit de travail en équipe.

**Dossier de candidature**

● Pour avoir une description détaillée des postes et les critères de sélection, les candidats qualifiés pour ces postes de consultants peuvent postuler sur le site de recrutement de la banque mondiale [www.worldbank.org/careers](http://www.worldbank.org/careers) sur la page «Consulting and Temporary opportunities».

Les références du poste sont indiquées ci-dessous : Job . 071985 ET Consultant

La date de clôture pour postuler en ligne est le 8 janvier 2008

**Seuls les candidats sélectionnés pour les interviews seront contactés**

## TCHAD

# Le déploiement de l'Eufor accuse du retard du fait de la recrudescence des hostilités sur place

**En octobre dernier, l'Union européenne (l'UE) avait officiellement approuvé l'envoi de sa force de maintien de la paix (Eufor) au Tchad et en Centrafrique. Mais depuis lors, le déploiement d'une telle mission accuse du retard du fait notamment de la recrudescence des hostilités entre l'armée régulière tchadienne et les rebelles.**

À en croire les responsables du commandement de cette force, la France, qui devra envoyer le gros du bataillon de l'Eufor, serait à l'origine de ce retard parce qu'elle craint de voir les soldats de l'opération pris entre deux feux. Pour leur part, les autorités militaires françaises, qui voient dans la recrudescence des combats une nécessité d'envoyer rapidement cette mission, avancent que ce sont au contraire d'autres gouvernements européens qui retardent l'opération craignant pour sa neutralité aujourd'hui contestée sur le terrain. C'est le cas de l'Autri-

che dont le ministre de la Défense, Norbert Darabos, vient de mettre en garde ses confrères européens contre «*un risque direct d'engagement de l'Eufor dans un conflit armé*».

«*D'un côté, il est logique que la France guide cette opération (...). Les Français possèdent déjà des troupes sur place dans une base située dans l'est du Tchad, mais il est important qu'il s'agisse plus que d'une opération française et qu'elle puisse se déployer sous le drapeau de l'UE. Il faut qu'elle se différencie de l'opération française existante*», a déclaré

pour sa part David Mozersky, membre de International crisis group, une ONG qui milite en faveur de la résolution des conflits. On sait que dans un communiqué rendu public le 30 novembre dernier, les rebelles du l'Union des Forces pour la démocratie et le développement (UFDD) avaient déclaré qu'ils étaient «*en état de guerre contre l'armée française ou toute autre force étrangère qui entrerait sur le territoire national*». De cette manière, ces insurgés accusaient ouvertement la France d'agir en faveur du pouvoir de N'Djamena.

Sur place, on estime que l'interdépendance entre la mission française Épervier, dont les soldats sont stationnés au Tchad dans les villes de N'Djamena et d'Abéché et l'Eufor n'est pas exclue. Car les troupes de la force française au Tchad peuvent fournir assistance à l'Eufor en termes de carburant, de transports aériens ou d'aide médicale.

Il sied de rappeler que la France possède au Tchad, dans le cadre de l'opération «*Épervier*», née d'un accord bilatéral signé en 1976, un effectif de quelque mille deux cents soldats qui a pour mission essentielle de garantir la souveraineté de l'État tchadien. Pour cette raison, il est communément admis que la tête du commandement de l'Eufor sera assurée par la

France, ancienne puissance coloniale du Tchad, bien qu'un responsable irlandais, le lieutenant-général Pat Nash, ait été nommé à la tête dudit commandement.

En dépit de la volonté manifeste d'envoyer au plus vite cette force, les vingt-sept pays de l'UE ont jusqu'à présent rechigné à fournir des soldats. La Suède, les Pays-Bas, la Pologne, l'Autriche et l'Irlande devraient ainsi être les principaux contributeurs de ce détachement de maintien de la paix.

Estimés à trois mille sept cents membres, les soldats de l'Eufor seront chargés d'assurer la protection de quelque quatre cent mille personnes réfugiées au Tchad, dont beaucoup ont fui les combats dans la province soudanaise voisine du Darfour.

**Nestor N'Gampoula**

## FLUX FINANCIERS

### Les envois de fonds vers les pays en développement ont atteint 240 milliards de dollars en 2007

**D'après de nouvelles données publiées le 18 décembre par la Banque mondiale, les envois de fonds à destination des pays en développement ont atteint les deux cent quarante milliards de dollars en 2007. La note de synthèse «*Tendances des envois de fonds en 2007*» soutient que le montant réel de ces envois est encore plus élevé si l'on tient compte des envois non déclarés.**

«*Les envois de fonds déclarés sont deux fois plus élevés que l'aide officielle et représentent près des deux tiers des investissements étrangers directs reçus par les pays en développement*», a expliqué Dilip Ratha, économiste principal du groupe Perspectives du développement de la Banque mondiale.

La note décrit les tendances générales, par régions et pays, dans les flux d'envois de fonds à l'échelle mondiale et met en lumière certains des changements structurels susceptibles

d'influer sur ces flux.

D'après cette analyse, une baisse des envois en Amérique latine a contribué au ralentissement du taux de croissance des envois de fonds en 2007. Cependant, la croissance des envois de fonds à destination des pays en développement en général est demeurée robuste en raison de la forte croissance en Europe et en Asie. L'utilisation récente du téléphone portable et d'instruments de transfert électronique de fonds a entraîné des changements structurels positifs dans l'industrie des envois de

fonds. L'application de ces changements structurels est toutefois freinée par l'imprécision de certaines réglementations essentielles (notamment celles qui régissent le blanchiment d'argent et autres délits financiers).

«*Les frais d'envoi de fonds ont diminué, mais pas suffisamment, notamment dans les couloirs Sud-Sud*», a déploré Uri Dadush, directeur du groupe Perspectives du développement et du service du Commerce international de la Banque mondiale.

**Boris Kharl Ébaka**

## RDC

### La Banque mondiale approuve un crédit supplémentaire de 12 millions de dollars pour la reconstruction du pays

**Après un premier crédit supplémentaire de cent vingt-cinq millions de dollars, la Banque mondiale a approuvé, avant-hier, une deuxième aide, d'un montant de douze millions de dollars, destinée à financer le projet de réhabilitation et de reconstruction multisectoriel de la République démocratique du Congo (RDC).**

Selon un communiqué de presse publié par l'institution financière, cette assistance sera décaissée par l'Association internationale de développement (AID), un organe qui prête aux pays pauvres. Elle aidera à combler le déficit émergent dans la mise en œuvre des programmes d'électrification et permettra de satisfaire les demandes financières en vue d'améliorer les services de fourniture d'électricité dans le pays.

«*Ce nouveau soutien au secteur de l'électricité est très important*», a déclaré Abdelmoula Ghzala, un responsable de la Banque mondiale et chargé de la mise en application de ce projet. *Il aidera à améliorer la qualité d'une attente prioritaire de la population congolaise*.

En 2005 et par le truchement de l'AID, la Banque mondiale avait remis son premier prêt supplémentaire à la RDC, un pays qui, depuis plus d'une décennie et en dépit de l'élection présidentielle remportée en 2006 par Joseph Kabila, souffre de conflits armés.

**N.N'G.**

ÉDUCATION

# Une jeunesse mondiale plus scolarisée, mais pauvre

Selon le Rapport mondial sur la jeunesse 2007, la génération des jeunes d'aujourd'hui est la plus éduquée de tous les temps. Mais elle doit néanmoins faire face à la pauvreté et à de nombreuses difficultés pour entrer sur le marché du travail.

Les investissements au profit des jeunes se sont améliorés dans toutes les régions du monde ces dernières années et l'accès à l'éducation a progressé, révèle le Rapport mondial sur la jeunesse 2007 intitulé «*Le passage des jeunes à l'âge adulte : progrès et défis*» rédigé par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU.

Un nombre croissant de jeunes, les filles notamment, réussissent désormais leur éducation de base et davantage ont dorénavant accès à l'enseignement supérieur, explique le document.

Mais la pauvreté marque aussi le passage à l'âge adulte de nombreux

jeunes dans le monde. Il leur est souvent difficile d'avoir accès à un enseignement de qualité, aux services de santé, à un travail décent. Or, les quinze-vingt-quatre ans représentent 25% de la main-d'oeuvre mondiale, indique le rapport, qui rappelle qu'à ce titre ils constituent une «*part essentielle du processus de développement de nos sociétés*».

Les mesures à prendre concernent un plus grand investissement dans des secteurs comme l'éducation, la santé et la formation professionnelle, mais aussi la protection des opportunités qui permettent aux jeunes de participer au développement.

Le rapport appelle donc à éliminer

les discriminations, à proposer une éducation non formelle et des formations pratiques aux jeunes filles que de meilleurs niveaux de scolarité n'ont pas pour autant fait bénéficier de meilleures opportunités d'emploi.

«*Les jeunes sont souvent les premiers touchés par les contractions des marchés de travail liées à la mondialisation parce qu'ils sont souvent les premiers que l'on licencie alors qu'ils avaient été les derniers à être embauchés*», regrette le rapport, qui souligne que les jeunes migrants sont particulièrement touchés par le manque d'opportunités.

Boris Khari Ébaka



## mille et une étoiles...

en famille ou entre amis, célébrez les fêtes et partagez un moment d'exception. ambiance chic cool et intime, repas de fête et service de rêve. la fête flamboyante, musicale et dansante sera complète et belle.

jour de Noël – buffet gourmet – déjeuner	22 000
réveillon de la Saint Sylvestre – buffet festif	35 000
jour de l'an – buffet célébration – déjeuner	25 000
prix en FCFA ttc - boissons en supplément	

hébergement « forfait fêtes »  
- 50% du 24 décembre 2007 au 1er janvier 2008

reservation: 810302 ext. 1522 – 7000069 – 5680847  
Vick Bakala cheirich02@gmail.com

Le MERIDIEN  
BRAZZAVILLE  
www.limeridien.com

CAN 2008

# Les arbitres des deux Congo ne figurent pas dans la liste des 32 retenus par la CAF

La Confédération africaine de football (CAF) a récemment publié la liste des trente-deux arbitres qui officieront les matchs de la 26<sup>e</sup> Coupe d'Afrique des nations de football prévue du 20 janvier au 10 février au Ghana. Dans la liste, ne figure aucun arbitre des deux Congo. Seul le Camerounais Evehe Divine représentera l'Afrique centrale au rang des arbitres. Cette liste se présente ainsi :

Maillet Eddy (Seychelles), Codjia Coffi (Bénin), Coulibaly Koman (Mali), Damon Jérôme (Afrique du sud), Benouza Mohamed (Algérie), Diatta Badara (Sénégal), Evehe Divine (Cameroun), Sowe Modou (Gambie), Kotey Alex (Ghana), Djaoupe Kokou (Togo), El Arjoun Abderrahim (Maroc), Marange Kenias (Zimbabwe), Segonga Muhmed (Ouganda), Haimoudi Djamel (Algérie), Bennacer Kacem (Tunisie), Nichimura Yuichi (Japon)

Dans les rangs des assistants figurent Menkouande Evarist (Cameroun), Ntagungira Célestin (Rwanda), Achik Redouane (Maroc), Hassani Béchir (Tunisie), Molefe Enock (Afrique du sud), Manuel Candido Inacio (Angola), Pare Lossene (Burkina Faso), Konyoh Komi (Togo), Chichenga Kenneth (Zambie), Ogbamariam Angsom (Érythrée), Gahungu Desire (Burundi), Abdelnabi Nasser Sadek (Égypte), Djeddar Brahim (Algérie), Edibé Peter (Nigeria), Sagara Toru (Japon), Jeong Hae Sang (Corée du Nord).

James Golden Éloué

## Le journal de la CAN 2008

### Cameroun, Webo, blessé, est forfait pour la CAN

Achille Webo, attaquant du Real Majorque, a été opéré du pied droit, le 18 décembre, et sera indisponible pour une durée comprise entre trois et quatre mois. Il est donc d'ores et déjà forfait pour la CAN en janvier prochain. Un coup dur pour les Lions indomptables qui devront se passer de leur atout offensif numéro 2 (derrière l'inégalable Samuel Eto'o, ancien du Real Majorque).

### Maroc, Ahanafouf gravement blessé dans un accident de voiture

L'attaquant international marocain de Bielefeld (Bundesliga) a été grièvement blessé dans un accident de la route lundi soir. Difficilement désincarcéré de son automobile, qui a percuté un poids lourd, le joueur ne sera bien évidemment pas disponible pour la CAN. Pour l'instant, aucune déclaration n'a été faite sur son état de santé.

### Ghana, une présélection de 40 joueurs

Claude Leroy, le sélectionneur français des Black Stars du Ghana, a rendu publique une présélection (très élargie de quarante joueurs. D'ici au 10 janvier, il devra choisir vingt-trois joueurs. À noter la présence de deux champions d'Afrique, avec l'Étoile du Sahel, Moussa Narry et Sadat Bukari. À souligner également la grande qualité du milieu de terrain ghanéen avec les Addo, Essien, Appiah, Muntari, Ayew et Helegbe.

**Gardiens:** Richard Kingson (Birmingham City/Angleterre), Sammy Adjei (Ashdod/Israël), Fatau Dauda (Ashantigold/Ghana), Laud Quartey (Hearts of Oak/Ghana), Isaac Amoako (Ashanti Kotoko/Ghana).

**Défenseurs:** John Paintsil (West Ham/Angleterre), Dan Opere (Ashantigold/Ghana), Hans Adu Sarpei (Bayer Leverkusen/Allemagne), Nana Kwasi Asare (FC Mechelen/Belgique), John Mensah (Rennes/France), Alhassan Illiasu (FC Saturn/Russie), Francis Dickoh (FC Utrecht/Pays-Bas), Kofi Amponsah (Apollon Kalamarias/Grèce), Afful Harrison (Ashanti Kotoko/Ghana), Daniel Addo (Kessben FC/ Ghana).

**Milieux de terrain:** Anthony Annan (I.K. Start/Norvège), Eric Addo (PSV Eindhoven/Pays-Bas), Kwadwo Asamoah (Liberty Professionals/Ghana), Michael Essien (Chelsea/Angleterre), Bennard Kumodzi (Panionios FC Grèce), Laryea Kingston (Hearts of Middlethian/Ecosse), Haminu Draman (Lokomotiv Moscou/Russie), Moussa Narry (Étoile du Sahel/Tunisie), Stephen Appiah (Fenerbahçe/Turquie), Sulley Muntari (Portsmouth/Angleterre), Andre Ayew (Marseille/France), Ahmed Barruso (AS Roma/Italie), Hamza Mohammed (FC Ceahlau/Roumanie), Rabiou Mohammed (Liberty Professionals/Ghana), Michael Helegbe (Guingamp/France).

**Attaquants:** Matthew Amoah (NAC Breda/Pays-Bas), Asamoah Gyan (Udinese/Italie), Baffuor Gyan (FC Saturn/Russie), Junior Agogo (Nottingham Forest/Angleterre), Quincy Owusu-Abeyie (Celta Vigo/Espagne), Nafiu Iddrisu (ASEC/Côte d'Ivoire), Eric Bekoe (Ashanti Kotoko/Ghana), Joe Tex Frimpong (Young Boys Berne/Suisse), Chris Dickson (Gillingham/Angleterre), Sadat Bukari (Étoile du Sahel/Tunisie).

Camille Delourme

FESPAM

# Le ministre Jean-Claude Gakosso rencontre la nouvelle équipe du commissariat général

**Le ministre de la Culture et des arts, président du comité de direction du Festival panafricain de musique (Fespam), Jean-Claude Gakosso, a rencontré, hier, dans son cabinet de travail à Brazzaville, la nouvelle équipe dirigeante du commissariat général.**

«Basé à Brazzaville, le Fespam est sans doute l'une des institutions panafricaines les plus emblématiques, a tenu à rappeler Jean-Claude Gakosso. Le Fespam est par essence le Festival panafricain de musique. Ne le perdez jamais de vue, sinon vous ferez fausse route. Car pour l'Afrique et le Congo qui l'abrite, le Fespam est plus qu'un événement culturel, tant il est vrai que ce festival prend le contre-pied de l'afropessimisme. L'ambition du Fespam est de projeter une image positive de notre continent».

Le ministre a tenu à partager avec la nouvelle équipe la vision qu'il a de l'Afrique. Une vision sur le continent qui suscite l'adhésion des nouveaux

responsables du commissariat du Fespam déterminés à apporter un plus dans son organisation dont la prochaine édition est prévue en 2009.

«L'Afrique est le berceau de l'humanité, a-t-il rappelé. Toutes les recherches anthropologiques en ont fait la démonstration mais par les contingences de l'histoire, notre continent est aujourd'hui le plus malheureux, parce qu'il a accusé un grand retard sur le plan du développement économique du fait des guerres civiles, de l'esclavage, de la colonisation, des coups d'État, des épidémies de toutes sortes, de la sécheresse ou encore de la famine. Mais l'Afrique a une richesse : sa jeunesse et sa population».

«Portons, vous et moi, le flambeau sur le plan culturel, parce que la vie des nations n'est pas faite que d'économie, de technologie... Il faut de la conscience ; la culture en est porteuse, a ajouté Jean-Claude Gakosso. Pour cette raison, notre festival n'est pas simplement un rassemblement pour battre le tam-tam ou jouer de la guitare, c'est aussi un moment d'introspection, de réflexion des Africains eux-mêmes sur leur passé et leur avenir. Vous avez donc une tâche passionnante».

Tout en exhortant la nouvelle équipe au travail, le ministre a souhaité que débutent très tôt les préparatifs de cette 7<sup>e</sup> édition qui se déroulera pendant

l'élection présidentielle de 2009. Le comité de direction devra se réunir le plus tôt possible pour arrêter la thématique globale de ce prochain Fespam. Au cours de cette réunion, le comité de direction aura à dégager les grands axes, les choix culturels et artistiques, les artistes qui porteront le flambeau pendant le festival, les leaders d'opinion qui viendront apporter leur contribution particulière comme ce fut le cas avec Myriam Makeba.

Un premier contact que le commissaire général du Fespam, Beethoven Henri Germain Pella Yombo, a résumé en ces termes : «Le président du comité de direction nous a exhortés à la créativité et à l'imagination. La composition du commissariat du Fespam est faite de gens compétents, et chacun, dans la fonction qu'il occupe,

se mobilisera pour que les choses aillent de l'avant».

L'équipe conduite par Beethoven Henri Germain Yombo, était composée du directeur scientifique, Honoré Mombonda, du directeur administratif et financier, Mobali Banda, du directeur artistique, Casimir Zoba Zao, du directeur de la communication, du marketing et des relations publiques, Raphaël Ékemi Louomat et du directeur de la logistique, Christian Ébalé.

En attendant la présentation de la nouvelle équipe aux différentes autorités du pays, les séances de passation de consignes entre les directeurs entrants et sortants se poursuivent. C'est ainsi qu'hier a eu lieu la passation de service entre Jean-Jacques Le Parrain Moi-Bayonne, directeur artistique sortant et son remplaçant, Casimir Zoba Zao.

**Jean Dany Ébouélé**

## 2<sup>e</sup> ÉDITION DU TOURNOI DE L'UNASCOJU-DA

### Le club Kota Koli glane cinq médailles

**Le club de judo Kota Koli a emporté, le 16 décembre à l'école privée Dragage, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement de la capitale, la deuxième édition du tournoi de judo en catégorie juniors avec cinq médailles, trois en or, une en argent et une en bronze aux finales de cette catégorie.**

Organisé par l'union des associations congolaises de judo et des disciplines associées (Unascoju-da) du président Jean Pierre Claver Itoua Lombo, le tournoi a connu la participation de vingt clubs de judo affiliés à l'association.

La compétition, qui a démarré officiellement le 30 novembre, a été dominée, par ailleurs, en catégorie cadets, par le club Tosa Obika qui a remporté dix médailles : sept d'or, une d'argent et deux de bronze.

L'un des responsables de judo congolais, maître de 6<sup>e</sup> dan, Adamou Yaya, qui a assisté aux finales de cette deuxième édition, a apprécié la qualité des combats tout en relevant quelques imperfections au niveau de l'attaque et des combats au sol. «Ils sont encore juniors et ont tout le temps devant eux pour mieux assimiler les techniques de jeu, a-t-il relevé. Mais, surtout, il faut miser sur la formation des en-

cadreurs des clubs en organisant des séminaires à leur intention sur les techniques de base de la discipline afin de faire de ces enfants l'élite du judo congolais».

De son côté, le vice-président de l'Unascoju-da, Roche Melingui, s'est réjoui de la participation du judo club Bushido du maître Goddefroid Mvila à cette édition et de l'adhésion des associations (Jijutsu et Self défense).

À l'issue des finales, les lauréats ont reçu des médailles et des moustiquaires imprégnées d'insecticides, don de la représentante de l'Organisation mondiale de la santé au Congo.

Les résultats techniques par version et par catégorie de poids se présentent ainsi :

- Version masculine**  
**-55kg**  
 1-Trésor Amboulousonne du club Kodokan  
 2-Aristote Mbala (Kodoga Kusha)

- 60kg**  
 1-Arthur Ékouélé (Kota Koli)  
 2-Serdon Samba (Kodoga Kusha)

- 66kg**  
 1- David Moulebé (club 56)  
 2- Davy Eba (Lengui 1)

- 73 kg**  
 1- Mongo Okandzé (Kota Koli)  
 2- D a r n u c h N g a y a m i (Tosa Obika)

- 81 kg**  
 1- Darel Manoueno (Mpila)  
 2- Carlos Ondema (Lengui 1)

- 90 kg**  
 1-Riva Moutoumoni (Kodoga Kusha)  
 2- Sidney Mpsi (Bushido)

- +100kg**  
 1- Godelive Ondon (Mpila)

- Dames**  
**63kg**  
 1- London Ondongo (Lengui 1)  
 2- Grace Pouma (Kota Koli)

- +78kg**  
 1- Falonne Pang (Kota Koli)

**Charlem Léa Legnoki**

## KARATÉ

### La 3<sup>e</sup> édition de la coupe de l'amitié s'achève à Brazzaville

**Débutée le 14 décembre dernier lors de l'ouverture de la saison sportive de la Ligue départementale de Karaté et arts martiaux affinitaires de Brazzaville, la 3<sup>e</sup> édition de la coupe de l'amitié des juniors et des cadets s'est achevée le 16 décembre à la case Tché, à Ouenzé, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement.**

La compétition qui s'est déroulée en deux phases, à savoir les épreuves de Kata et de Kumité, a connu la participation des cent dix-huit athlètes repartis de la manière suivante : soixante-six chez les juniors et cinquante-deux chez les cadets. Y ont également pris part vingt et un clubs de juniors dont les principaux sont : Guy Mercié, Samourai, IKS, Kanazawa, Okinawa, Ake-koshi, Otsuka, Hokkaido, Lion Perice, Inter-club, Feu de Dragon, KC Budo, Ngomba, Bushido, Yoshitaka, Mokondzi, Calk Funakoshi, Kaké et Ngomboulou.

Dans la catégorie des cadets, en revanche, les quinze clubs y ont participé et ont été à leur tour repartis en deux groupes en Kumité. Le premier groupe était réservé aux athlètes des catégories de -45 à -60 kg, tandis que le deuxième concernait ceux de +60 à +80 kg. Il s'agit des clubs Hiroo Mochizuki, Ngomba, Kanazawa, Yoshitaka, Okinawa, Samourai, Tsuka, KC Budo, Bushido, IKS, Lion Perice, Fracos, Mokondzi, Guy Mercier et Calk Funakoshi.

Au terme de la compétition, les résultats suivants ont été enregistrés.

- Catégorie des juniors**  
**Compétition kata :**  
 Premier : Duck Gomo (Samourai)  
 Deuxième : Aymard Bissila (Otsuka)  
 Troisième : Nguidoua (Ngomba)  
**Kumité Open :**  
 Premier : Pankion (Kanazawa)  
 Deuxième : Mikamona (Inter-club)  
 Troisième : Moukondzo (Feu du Dragon)  
**Catégorie des cadets**  
**Compétition Kata :**  
 Premier Rocky Mombonda (Calk Funakoshi)  
 Deuxième Moukassa (Ngomba)  
 Troisième Chispyman Moungalet Dzongo (Hiroo Mochizuki)  
**Kumité 1<sup>er</sup> groupe :**  
 Premier: Ernestin Geneviolore Moungalet (Hiroo Mochizuki)  
 Deuxième: Mbossa Wany (Kanazawa)  
 Troisième: Baboutana (Mokondzi)  
**Kumité 2<sup>e</sup> groupe :**  
 Premier : Rocky Mombonda (Calk Funakoshi)  
 Deuxième : Elanda (Samourai)  
 Troisième: Kelly Okiene (Hiroo Mochizuki).  
**James Golden Éloué**